

# PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national des 25 et 26 mai 2013

---

## Rapport introductif par Pierre Laurent

---

Chers camarades,

Je souhaite mettre en perspective l'ensemble de ce qui nous attend en 2013 et 2014 avec les trois échéances électorales : municipales, les européennes, les sénatoriales.

Nous le sentons tous, après douze mois de gouvernement Ayrault, nous sommes entrés dans une nouvelle phase politique. Le gouvernement confirme chaque jour un peu plus le cap de l'austérité et de la compétitivité par la baisse du coût du travail qu'il a clairement endossée depuis septembre 2012. La ratification du traité Merkel-Sarkozy sans renégociation, les différents exercices budgétaires marqués par la programmation du recul des dépenses publiques, le pacte de compétitivité financé par une hausse de la TVA qui entrera en vigueur en janvier 2014, le vote de l'ANI sont autant de marqueurs de cette première année de pouvoir, qui tournent le dos à la politique de gauche attendue par la majorité des électeurs du printemps 2012.

François Hollande a été élu sur une promesse de changement, de rupture avec la politique de droite ultra-libérale par Nicolas Sarkozy. Or, cette rupture n'est pas au rendez-vous. Et le renoncement a été plus rapide que tout ce que les Français imaginaient.

Pire, en maintenant ce cap malgré une chute spectaculaire de la confiance de ses électeurs, le gouvernement semble décidé à assumer que se creuse inexorablement le fossé qui l'éloigne des attentes populaires, en particulier parmi ceux qui ont voulu ce changement politique. La crise politique ne fait donc que grandir.

Certes, lors de sa récente conférence de presse, le Président de la République, conscient du problème, a tenté d'habiller sa politique d'un volontarisme verbal contre les méfaits de l'engrenage de l'austérité pour la France et pour l'Europe. Mais ce fut aussitôt pour continuer à en plaider l'application concrète. Jeudi, à Leipzig, à l'occasion des 150 ans du SPD marqué par l'enterrement de l'Internationale socialiste et en présence d'Angela Merkel - belle image du consensus qui enfonce actuellement l'Europe - il a une nouvelle fois sonné le ralliement « aux réformes courageuses » menées par Gerhard Schröder à l'époque et poursuivies aujourd'hui par Merkel. De la même manière, les dirigeants socialistes français tentent de maquiller en abandon de l'austérité le délai de deux ans supplémentaires accordés à la France pour atteindre la norme des 3 % de déficit, mais le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a très clairement explicité cette annonce dans une interview aux Echos : je cite : « Tout report des objectifs de réduction des déficits doit s'accompagner d'engagements clairs sur les réformes. » Traduisez recul de l'âge de la retraites et du niveau de protection sociale, baisse de l'indemnisation du chômage... C'est exactement ce que le gouvernement, à la grande satisfaction du Medef, entend mettre à l'ordre du jour du prochain sommet social des 20 et 21 juin. La Commission de Bruxelles n'accorde pas deux ans de délai à la France, elle nous promet en vérité deux ans de pression et de chantage contre toute tentative de sortir des rails de l'austérité. Il n'y a aucune issue de progrès avec de tels choix. L'austérité est un engrenage dont il est urgent de se retirer avant qu'il ne broie tous nos emplois, tous nos potentiels productifs, tous nos investissements et nos services publics.

Voilà donc où nous en sommes. Dans ces conditions, et puisque le gouvernement persiste, il est clair que rien de bon ne sera possible dans les mois et les années qui viennent pour la France, pour notre peuple, pour la gauche, sans que se lève, dans la durée, un mouvement d'opinion et d'action suffisamment large et profond pour réunir les conditions d'un changement de cap de la politique nationale, de la mise en œuvre d'une politique nouvelle alternative à l'austérité.

Et pour que ce mouvement devienne possible, cela implique que nous entrons nous-même dans une nouvelle étape du déploiement de notre stratégie de lutte et de rassemblement. C'est pour moi le cœur de la question politique dans la période qui s'ouvre.

Car aujourd'hui, nous voyons ce que provoque et continuera à provoquer la poursuite de la politique gouvernementale : la dégradation continue de la situation économique et sociale du pays et de la vie de la majorité de nos concitoyens. Les drames du quotidien, l'angoisse de l'avenir sont partout dans notre pays. Des millions de gens en prennent conscience et peuvent perdre tout espoir.

La montée du désaveu populaire recouvre dans ces conditions des mouvements politiques dans l'opinion très contradictoires : elle encourage une mobilisation

radicalisée de la droite et de l'extrême droite qui croient à une revanche possible et ont utilisé l'opposition au mariage pour tous comme catalyseur. Surtout elle déboussole une grande partie de notre peuple, qui avait espéré le changement et est à nouveau massivement travaillé par le doute, voire écoeuré par la politique. Les dégâts de l'affaire Cahuzac et du symbole qu'elle a constitué sont dans ce contexte très profonds. Il ne faut pas les sous-estimer.

Heureusement, il existe aussi la résistance et l'entrée en action de forces diverses, sociales et politiques, qui refusent le renoncement au changement et à une politique de gauche. Je pense aux mobilisations contre l'ANI, même si elles ne furent pas assez importantes, celles de nombreux salariés d'entreprises ou de services publics en lutte. Je pense évidemment à la très belle marche citoyenne du 5 mai que nous avons organisé avec le Front de gauche et qui a témoigné de la combativité et de la disponibilité des forces accumulées dans les batailles de 2012. C'est un bien précieux, un socle solide et prometteur.

Il s'agit maintenant, dans ces conditions, de faire grandir la crédibilité d'une alternative de gauche à la politique d'austérité du gouvernement Ayrault. Une alternative, c'est-à-dire les grands axes d'une politique nouvelle, d'un nouveau contrat politique de majorité, les premières mesures d'urgence susceptibles d'inverser le cap ; et indissociablement les rassemblements, les majorités populaires et politiques capables de porter ces objectifs jusqu'à les faire appliquer.

Voilà le cœur, le fond, le centre de gravité de tous nos efforts politiques dans cette période : construire des issues, des solutions de progrès à la situation de crise dans laquelle la France s'enfonce. Et pour cela convaincre et rassembler.

Pour y parvenir, notre responsabilité politique est engagée. Nous n'avons jamais adhéré à la politique du pire, jamais cru qu'une aggravation de la situation pourrait nous être mécaniquement bénéfique. Nous ne faisons pas le pari cynique de la crise. Ce serait irresponsable et erroné. Il suffit pour cela de regarder avec clairvoyance la situation. Les échecs du gouvernement Hollande et la désaffection politique qui en découle peuvent très bien nourrir le renforcement d'une droite radicalisée et du Front national. La crise politique qui accompagne la crise économique et sociale fragilise les fondements même de la démocratie, comme on le voit dans plusieurs pays d'Europe. Il ne faut pas être naïf, la désaffection politique, le « tous pourris », la perte de légitimité des partis, des élus servent des intérêts radicalement opposés à l'implication citoyenne que nous ambitionnons. Il n'y a aucune ambiguïté à avoir à ce sujet. Notre problème n'est pas de cultiver le désaveu politique du gouvernement. Malheureusement, il s'en charge lui-même. Nous, nous devons construire, reconstruire l'espoir à gauche, et l'engagement politique et citoyen indispensable à l'application d'une politique capable de faire reculer les puissants intérêts du monde financier capitaliste.

Est-ce possible ? Oui je le crois, si nous travaillons dans trois directions.

D'abord, continuer à convaincre sur les impasses de la politique actuelle et les véritables responsabilités de la crise pour transformer la déception, voire la colère en conscience pour la lutte et l'action.

Notre pays est officiellement entré en récession, avec une « croissance négative » du premier trimestre qui s'établit à moins 0,1 %. Cette annonce confirme tout à la fois la gravité de la crise et l'inefficacité des politiques d'austérité. Elle augure surtout d'un avenir encore plus sombre si rien n'est fait. Sans changement de cap, la France va s'enliser dans une spirale de récession qui se traduira par une massification du chômage et l'explosion des inégalités. Il n'y a que François Hollande pour croire, et encore le croit-il lui-même, que « la France a passé le plus difficile ».

En vérité, tous les voyants sont au rouge. Les chiffres du chômage sont alarmants. Toutes catégories confondues, on compte 5,6 millions de chômeurs. Selon un récent rapport de l'APEIS, si l'on prend en compte au-delà de ce chiffre, les personnes au RSA non inscrites, les radiés du Pôle emploi, ceux qui bénéficient de l'allocation adulte handicapé, les découragés, les stagiaires, etc, etc. ce sont au total 9 millions de personnes qui sont aujourd'hui sans emploi rémunéré stable. Et cela, sans compter les temps partiels et les CDD. Tous les mois, 28 000 nouvelles personnes s'inscrivent à Pôle emploi et seulement 1 sur 5 retrouvera un emploi. Le chômage de longue durée ne cesse de s'accroître, il a bondi de près de 20 % au cours de la dernière année.

Notre pays connaît une pauvreté de masse, qui touche au premier chef les jeunes, les familles monoparentales, les femmes, les retraités. Songez par exemple, quand on connaît le coût de la vie et du logement, que 90 % des retraités du Nord-Pas-de-Calais perçoivent une retraite – complémentaire comprise – inférieure à 1 000 euros par mois !

L'explosion du chômage va de pair avec un recul dramatique de nos capacités productives, et des ressources ainsi perdues pour nos comptes publics. En trente ans, nous avons perdu 2 millions d'emplois industriels. De 2009 à 2012, 900 usines ont fermé et la production industrielle a chuté de plus de 5 points dans notre PIB. Elle ne représente plus aujourd'hui que 12,5 % des créations de richesses. En quinze ans, la France a perdu 41 % de parts de marché à l'international. En dehors de l'aéronautique, du luxe, et de l'agroalimentaire, tous les secteurs industriels sont sinistrés. Et dans ce dernier secteur, la situation se dégrade très vite comme en témoigne par exemple la situation chez Doux et dans beaucoup d'autres entreprises. Cette année encore notre balance commerciale a été déficitaire de près de 70 milliards d'euros.

Le pouvoir d'achat des Français est durement frappé. Selon l'INSEE, près de 25

millions de Français sont désormais touchés par un recul net de leur pouvoir d'achat. C'est du jamais vu depuis des décennies ! Les dépenses contraintes (c'est-à-dire tous les frais engagés pour le logement, l'énergie, la cantine, les assurances...) ont augmenté de près de 3 % sur l'année. Au total, en 2012, la consommation des ménages a baissé de 0,4 %. Parallèlement, les dossiers de surendettement ont augmenté de plus de 11 %. Et à l'heure où d'aucuns ne cessent de se lamenter sur le coût du travail dans notre pays, il convient de rappeler que 50 % des salarié-e-s gagnent moins de 1 650 euros par mois !

Je ne m'étends pas davantage. Mais il est évident - et nous devons en convaincre le pays - pour m'en tenir à ces trois questions, qu'aucun redressement national sérieux n'est envisageable sans relance massive et durable de la création d'emplois, donc de la formation, des salaires et du pouvoir d'achat et de notre production industrielle. Sans cela, la France n'a aucune chance d'aborder avec ambition la lutte contre les inégalités, de financer le développement des services publics et de la protection sociale, de réussir les indispensables mutations sociales, écologiques, industrielles, informationnelles de notre système productif.

Notre seconde direction de travail est dès lors d'impulser le plus grand débat politique et populaire possible sur les axes d'une autre politique.

Je vois pour ma part cinq grandes questions à mettre en avant :

- Il convient d'abord d'exiger la suspension immédiate des programmes d'austérité et des licenciements qui minent les forces du pays. L'arrêt des politiques des suppressions d'emplois publics, le rétablissement des dotations aux collectivités locales et la compensation des charges transférées, l'interdiction des licenciements boursiers sont trois premières urgences.

- Le second impératif est la mobilisation de toutes les richesses et les ressources financières disponibles au service d'une relance socialement utile. Cela passe en priorité par la création d'un grand pôle public bancaire et financier qui change le rôle des banques, les critères du crédit et combatte les rendements spéculatifs de la finance ; par une grande réforme fiscale qui fasse reculer les inégalités et l'évasion fiscale, frauduleuse comme légale ; par une intervention publique et sociale nouvelle dans les entreprises pour faire reculer les critères de rentabilité des actionnaires au profit d'une meilleure utilisation sociale et d'un meilleur partage des richesses.

- La troisième urgence devrait consister en un programme national de relance sociale (salaires, minima sociaux, services publics...), industrielle (grandes politiques de filières appuyées par l'intervention publique, la mobilisation des ressources des grands groupes et des banques), et écologique (avec des grands programmes de transition écologique notamment dans l'énergie, les transports, l'habitat...).

- Quatrièmement, l'engagement de la France pour promouvoir un nouveau projet européen en rupture avec les politiques austéritaires de l'Union européenne est désormais incontournable pour sortir de la crise.

- Enfin, il est temps d'engager la refondation démocratique de notre République par la transformation démocratique de nos institutions et des modes de scrutin ; par la remise en chantier complète de l'acte III de la décentralisation en commençant par annuler le débat parlementaire prévu pour le 30 mai pour reprendre un processus démocratique et transparent d'élaboration de la loi ; par la création de nouveaux droits des salariés dans les entreprises pour construire une véritable démocratie sociale.

Ces idées, nous voulons les mettre en débat partout, pousser en toutes occasions leur élaboration partagée, avec la volonté d'unir et de rassembler jusqu'à de nouvelles majorités politiques et populaires capables d'obtenir leur mise en œuvre dans la politique de la nation, des collectivités locales, de l'Europe, des entreprises. Nous voulons entraîner, rassembler dans ce mouvement le maximum des forces qui ont voulu le changement en 2012, quel qu'ait été leur vote à l'époque, y compris évidemment parmi celles qui se sont reconnues au départ dans le gouvernement Ayraut. C'est la condition indispensable pour ouvrir la voie au changement de cap, de politique, de majorité nécessaires.

C'est dans cet esprit que nous avons préparé, avec le succès que l'on sait, le 5 mai autour de cette idée centrale : « la finance et l'austérité dehors, l'humain d'abord, VIe République ! ». C'est dans ce même esprit que nous agissons dans toutes les luttes du pays, aux côtés des salariés, des militants associatifs, des populations en lutte, que nous préparons la marche des femmes contre l'austérité lancée par le Front de gauche féministe pour le 9 juin prochain à Paris, que nous menons toutes nos batailles parlementaires comme nous l'avons fait récemment le 16 mai autour de la niche parlementaire de nos députés, prolongeant ainsi le combat entamé au Sénat pour l'amnistie et contre les licenciements boursiers. Le gouvernement a d'ailleurs fait piteusement renvoyer en commission le projet d'amnistie, préférant l'enterrer plutôt que de subir l'affront d'une désobéissance qui s'annonçait massive des députés socialistes à la consigne gouvernementale de rejet. La scandaleuse arrestation de deux des « cinq » de Roanne pour refus de prélèvement ADN souligne pourtant avec éclat la justesse de notre projet de loi. Oui, toutes ces batailles constituent des repères, des étapes utiles.

C'est le sens que nous voulons maintenant donner aux Assises de la refondation sociale et démocratique dont notre Conseil national avait lancé l'idée dans la préparation du 5 mai.

Cette idée, et la démarche ouverte de co-organisation dont nous l'avons assortie, a pris corps. La tenue d'une première grande étape nationale d'un processus que nous voulons durable est aujourd'hui une certitude. Les Assises tiendront ce rendez-vous le 16 juin à Montreuil.

Le 16 juin peut marquer le début d'une remise en mouvement collective,

convergente, des forces sociales et politiques qui veulent tourner la page de l'austérité et construire une sortie de crise par la gauche.

Nous voulons en faire un grand moment de démocratie citoyenne. 28 organisations, partis politiques, associations, syndicats, fondations ont confirmé leur participation et travaillent ensemble à un texte d'appel commun et à l'organisation des ateliers de cette journée. Au plan politique, si évidemment les forces du Front de gauche sont engagées, les responsables d'EELV et du club socialiste Gauche avenir ont confirmé leur participation. Celle des personnalités, des responsables associatifs, des syndicalistes peut encore grandement s'élargir. Toutes les conditions se réunissent pour que cette journée soit un grand moment pour relancer l'espoir à gauche.

Il importe évidemment que d'ici au 16 juin notre mobilisation soit totale. Dans chaque fédération, section, nous pouvons travailler au rassemblement le plus large possible. De la tenue d'assemblées citoyennes à la sollicitation de personnalités locales, aux initiatives plus originales, tout doit être mis en œuvre. La participation n'est pas limitée même si nous fixons des objectifs. Le lieu choisi permet un accueil à géométrie variable. Ces Assises appartiennent à toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'y investir et œuvrer à l'élaboration d'une autre politique à gauche.

Je l'ai dit, nous initiions un processus de longue haleine fait de rendez-vous politiques et de mobilisations sociales. En ce sens, les Assises ne sont qu'une étape. Elles se prolongeront à la rentrée avec la Fête de l'Humanité. Nous aurons besoin en 2013 d'un cru exceptionnel pour soutenir notre journal, sa diffusion, sa souscription, mais aussi pour donner l'occasion aux forces que nous cherchons à rassembler l'occasion de débattre, de se faire entendre, de se donner l'élan nécessaire pour imposer le changement de cap attendu par le pays. Les vignettes seront disponibles ces jours-ci et toute la période estivale sera consacrée à en assurer la diffusion massive. En pleine rentrée, la Fête de l'Humanité donnera le « LA » des mobilisations à venir. Je pense en particulier aux batailles qui s'annoncent sur les retraites, le financement de la protection sociale et le vote des différents budgets par le Parlement à l'automne.

Les déclarations de François Hollande sur les retraites justifient toutes les inquiétudes. L'allongement de la durée de cotisation telle que demandée par le MEDEF est dans les tuyaux. François Hollande a lui-même confirmé, lors de sa conférence de presse ; que « puisqu'on vivait plus longtemps il fallait travailler plus longtemps », reprenant là un thème entendu lors de la bataille des retraites sous Sarkozy. Lors du sommet social de juin, le risque d'un nouvel accord minoritaire type ANI qui acterait l'allongement de la durée de cotisation existe. Une grande campagne doit être engagée sans tarder. Nous pourrions, pour ce qui nous concerne, mettre sur pied un collectif de bataille nationale et engager des démarches de rencontres entre notre parti et nos parlementaires avec l'ensemble des syndicats et associations concernées.

J'en viens ainsi naturellement aux enjeux des échéances électorales qui attendent le pays en 2014. Elles seront toutes marquées par le contexte national. Aucune n'en fera abstraction, ne constituera une parenthèse. Pour autant, elles ne peuvent être confondues. Chacune a un objet propre et sera abordée différemment par les électeurs. Elles ne procèdent pas de surcroît des mêmes modes de scrutin. Les élections municipales à deux tours, avec des seuils d'élimination entre chaque tour, mêlent proportionnelle et mode de scrutin majoritaire. Elles nécessitent pour franchir la barre des élections des listes de large union et/ou alliances pour gagner ou obtenir une représentation importante. Les élections européennes sont proportionnelles sur liste, même si cette proportionnelle est altérée par le découpage artificiel en sept grandes circonscriptions. Les élections sénatoriales sont indirectes et la désignation des grands électeurs est en grande partie conditionnée par la représentation locale obtenue, notamment lors des élections municipales. Quelles que soient leurs différences, elles seront toutes les trois importantes. Chacune structurera à son tour les rapports de force politiques. C'est ainsi que nous devons nous-mêmes les aborder, en récusant tout défaitisme annoncé, en nous fixant pour chacune d'entre elles des objectifs de conquête, en nous demandant à chaque fois comment, à l'aune de leurs enjeux spécifiques, elles peuvent faire progresser les rapports de force en faveur de solutions de changement et de solidarité dans l'intérêt de notre peuple.

Je ne les évoquerai pas dans toutes leurs dimensions. Pascal et Yann ont abordé les municipales, Gilles en fera de même demain matin pour les européennes. Je veux pour ma part m'en tenir à une série de remarques politiques pour chacune d'entre elles, afin, comme je l'ai indiqué en ouverture de mon propos, de mettre en perspective nos objectifs politiques.

—

## SUR LES MUNICIPALES

Elles viendront les premières dans le calendrier du quinquennat. Ce sont celles qui mobiliseront le plus grand nombre d'électeurs en 2014, même si l'abstention est en inquiétante progression et que ce sera un enjeu essentiel, notamment pour la mobilisation de l'électorat dans les grands quartiers populaires. Elles donneront donc un signal politique d'importance, deux ans après l'élection présidentielle, fortement marqué par l'enjeu droite-gauche.

Je veux rentrer directement dans le vif du sujet. Je crois que la portée pour nos concitoyens de ces élections est aujourd'hui très largement sous-estimée par nombre de camarades et abordée par le petit bout de la lorgnette sous la pression d'un débat étriqué et réducteur : « listes autonomes sans le PS ou pas au 1er tour ». Pourquoi, selon moi, cela ne peut faire le tour de la question ?



Parce qu'il nous faut une stratégie d'ensemble, impliquant l'ensemble des enjeux de ces élections municipales .

Pour moi, la question est la suivante : que peut-il sortir de bon et d'utile de ces élections pour les populations ? C'est-à-dire pas seulement au soir du premier tour, mais pour les six ans à venir ? A mon avis trois choses sont importantes, qui doivent constituer autant de nos objectifs :

1) Que le moins de villes possibles tombent aux mains de la droite et pire encore de l'extrême droite car cette fois-ci le danger est réel. Or nous savons que la droite a de grands appétits de revanche, et que pour la première fois le Front national vise la conquête de plusieurs dizaines de communes. Cela suppose de travailler partout à la victoire finale de majorités de gauche, en ayant parfaitement conscience que ces majorités seront très souvent travaillées, avant et après l'élection, par la confrontation qui traverse actuellement la gauche dans tout le pays.

2) Viser que, dans les majorités de gauche élues, le poids des mobilisations citoyennes, des pratiques démocratiques d'association des populations, des engagements contre l'austérité et pour des politiques publiques ambitieuses, la place des élus communistes, du Front de gauche et tous les élus déterminés à respecter ces engagements et ces pratiques, soient le plus importants possibles. Cela va se jouer tout au long des mois à venir : dans le style et le contenu de nos campagnes, dans notre capacité à initier des dynamiques citoyennes pour construire et contrôler les projets municipaux, dans la composition des listes, dans les résultats au premier comme au second tour. Chaque étape compte pour construire la meilleure des configurations possibles. Pour réussir, mieux vaut bannir le simplisme construit hors de toutes réalités locales. Quelle que soit la configuration de listes adoptée, compte tenu de la situation locale, notre boussole doit rester la même : unir le plus largement possible.

3) Que nos concitoyens puissent continuer à compter sur un très large réseau d'élus communistes et du Front de gauche, aujourd'hui le troisième de France. Car nos élus comptent, je veux le souligner, et pèsent partout sur les politiques menées : là où nous dirigeons la gestion municipale bien entendu, là où nous disposons d'adjoints ou d'élus dans des majorités, mais là aussi où dans l'opposition nous agissons au quotidien aux côtés des populations. J'ajoute que le changement du mode de scrutin dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants offre une opportunité nouvelle de gagner des élus.

La situation nationale, telle que je l'ai décrite, avec les objectifs politiques que nous nous fixons, loin de relativiser ces enjeux municipaux souligne à mes yeux leur importance. Et cela pour plusieurs raisons.

La commune reste un espace de proximité démocratique sans égal. Elle est la

matrice de nombreux engagements citoyens. La France compte 520 000 conseillers municipaux répartis sur 36 000 communes. Ce maillage unique est l'objet d'attaques répétées parce qu'il est une anomalie politique pour la technocratie libérale. Des millions de Français toutes ces dernières décennies ont connu, connaissent ou vont connaître leurs premiers engagements politiques en devenant conseil municipal de leur commune. La vivacité de la vie politique locale est un atout qu'il nous revient de cultiver.

La commune est aussi un maillon essentiel de l'investissement public, d'invention et de progrès de politiques publiques locales innovantes, un lieu de création de solidarités nouvelles. L'expérimentation sociale est une des marques de fabrique de beaucoup de communes, notamment celles que nous dirigeons. Au fond, ceux qui s'attaquent à l'échelon communal remettent directement en cause l'investissement et le service public de proximité. La « modernisation des institutions » n'est au fond qu'une large entreprise de libéralisation. Cela fait de la commune un lieu de résistance privilégiée aux politiques d'austérité. C'est vrai là où nous dirigeons, mais pas seulement, comme le montre la résistance des élus locaux aux orientations actuelles de l'acte III. Comment penser être mieux armé demain pour changer les rapports de force nationaux si nous laissons s'affaiblir ce réseau communal ?

Après avoir découpé l'acte III en trois lois pour tenter d'échapper aux mécontentements suscités, le gouvernement a été de nouveau en difficulté au Sénat où 188 amendements ont été intégrés au texte d'origine en commission. Nous nous battons aujourd'hui pour le retrait du texte et une remise en chantier générale. Le 30 mai, nous appelons avec l'ANECR à un grand rassemblement devant le Sénat. La bataille peut être gagnée dans la durée. Les municipales compteront.

Enfin, il me paraît utile de combattre une idée entendue ici ou là qui, au nom de la difficulté rencontrée à peser sur les choix nationaux du Parti socialiste et du gouvernement, rendrait en quelque sorte caduque ou illusoire cette ambition au plan local. C'est à mes yeux exactement le contraire. L'échelon local est celui où de loin nous pesons le plus, et les exemples sont légion, et délaisser ce terrain, ne pas chercher à y renforcer tous nos points d'appui, serait une folie au moment même où tout doit être fait pour unir, rassembler et conforter les possibilités d'agir pour transformer les rapports de force pour aujourd'hui et pour demain.

Une remarque encore sur les municipales.

Comment gérer les débats qui surgissent entre communistes et dans le Front de gauche ? Tout simplement par le débat démocratique le plus sain et le plus transparent possible. Menons le débat. Nos arguments ont de la valeur, et ils peuvent être entendus. Cherchons partout à unir le Front de gauche et au-delà construire les rassemblements les plus larges possibles. Respectons les points de vue exprimés et évitons les dramatisations. Et évitons les dramatisations,

d'autant que les configurations seront diverses. Quant aux communistes, la règle est simple et il importe d'y veiller scrupuleusement : la consultation de tous et le vote souverain à la majorité pour décider quand il y a à trancher entre plusieurs options. Une fois le choix fait, l'unité, dans le respect de nos statuts, doit prévaloir dans la mise en œuvre de la décision adoptée.

---

## SUR LES EUROPEENNES

Elles se tiendront deux mois tout juste après les municipales, dans un contexte national marqué par les résultats de celles-ci, et donc difficiles à anticiper aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est que le contexte est d'ores et déjà bouleversé par rapport à celui de 2009, au plan français comme au plan européen.

**La situation a partout évolué vers le pire depuis la crise financière de 2008, confirmant ce que nous ne cessons de porter depuis le referendum de 2005.**

Nous mesurons la gravité de l'offensive qui a été menée contre les peuples européens, la violence et la rapidité avec laquelle des pays entiers ont basculé dans la crise sociale, le chômage de masse, la vitesse avec laquelle les systèmes de protection sociale, de santé, les services publics et les outils productifs ont été laminés. Nous mesurons l'ampleur des renoncements politiques et des mécanismes autoritaires qui ont permis ces régressions, les crises politiques qui en ont découlé. Le rejet de l'austérité et des politiques de « compétitivité » attaquant les droits sociaux et le niveau des salaires est partout très fort en Europe, ouvrant partout où il n'existe pas de forces capables de porter une alternative progressiste la place à de spectaculaires poussées populistes, xénophobes, ultra-nationalistes.

**Dans les actes de la construction européenne, le consensus libéral domine toujours, mais sa base sociale se rétrécit comme peau de chagrin, et les discours commencent ici ou là à vaciller. Michel Barnier dans le JDD affirme « qu'il faut en finir avec la ligne ultralibérale », Hollande et le texte de la convention du PS récusent dans les mots l'austérité tout en renouvelant leur alignement derrière le SPD et Merkel à Leipzig. Le double langage va faire florès dans la campagne, et la famille social-démocrate va tenter de présenter l'élection de l'un des leurs à la présidence de la Commission comme l'enjeu de ces élections pour faire pièce à la droite européenne.**

**En France, où les traces de 2005 sont toujours là, à tel point que la victoire de 2012 aurait été impossible sans l'engagement de renégociation du pacte**

**budgetaire européen, le débat s'aiguise à nouveau dans la gauche**, ce qui n'est pas sans créer des craintes à la direction du PS et au gouvernement. On le voit avec la préparation de la convention nationale du PS sur l'Europe, où la gauche du PS s'est vu refuser la possibilité de déposer une motion alternative par crainte du score qu'il pourrait obtenir au sein du PS. Les mêmes débats traversent EELV.

La question européenne est plus que jamais un verrou dans le débat sur l'alternative politique. Tout va dépendre de notre capacité à convaincre de la crédibilité d'une issue de gauche solidaire à la crise européenne actuelle, et du rôle clé que peut jouer la France pour en ouvrir la voie.

**Nous avons donc raison d'en faire un des points clés des assises du 16 juin, car les possibilités de rassemblement sont importantes.**

Nous y reviendrons demain, mais compte tenu du niveau exacerbé de la crise, il y a pour notre part un très gros travail pour pousser et préciser nos propositions de refondation de l'Union européenne. Le comité du projet qui s'est mis au travail propose que nous tenions à l'automne une convention nationale pour un nouveau projet européen. Elle doit nous donner des bases de campagne et de constitution des listes qu'avec le Front de gauche il nous faudra travailler sans conteste à élargir.

Notre campagne devra évidemment se déployer dans toute sa dimension européenne. Le congrès du PGE, qui se tient à Madrid en décembre, et que nous mettrons à l'ordre du jour d'un Conseil national à la rentrée, constituera une étape importante pour nous y aider. La tenue de l'altersummit, les 7 et 8 juin prochain à Athènes, va également témoigner de la diversité des forces avec lesquelles travailler.

Viendra après tout cela notre travail sur les listes des sept grandes circonscriptions, puisque le mode de scrutin est maintenu, qui devra évidemment se conduire dans sa dimension double dimension nationale et de circonscription.

Nous visons au plan européen le renforcement de la GUE-NGL et au plan national le progrès de notre représentation.

Nous avons élu, avec un score national de 6,17 %, 4 députés FG, dont 2 du PCF + 1 député pour l'Outre Mer. Compte tenu du mode de scrutin, le gain d'un député supplémentaire passe en moyenne par le doublement de notre score en circonscription.

---

## SUR LES SENATORIALES

Je serai très bref. L'enjeu sera double. Maintenir le Sénat à gauche et y renforcer le poids de notre groupe dont les mois écoulés viennent de montrer l'utilité.

Compte tenu du mode de scrutin, il est évident que ces objectifs ne seront atteignables pour ce qui nous concerne qu'en maintenant et en renforçant notre représentation municipale. C'est un enjeu supplémentaire qui se joue en mars prochain. La construction de rapports de forces utiles au changement ne se découpe décidément pas en tranches. C'est bel et bien un processus dans lequel nous devons inscrire toutes nos actions et toutes nos campagnes en 2013 comme en 2014.

---